

**FONDATION PAIX SUR TERRE/REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**61 bis, avenue Kinshasa, Commune de la Makiso,
Kisangani, Province Orientale, RD CONGO.**

E-mail: fyangambi@hotmail.com / Web: www.reseau-rafal.org/node/150

Téléphone: 00243 997910360

Editorial du deuxième trimestre 2012

(En mémoire des victimes des affrontements armés entre le Rwanda et l'Ouganda à Kisangani, du 05 au 11 juin 2000)

**Paix et sécurité dans la Sous-Région des Grands Lacs :
Qui entretient la guerre à l'Est de la République Démocratique du Congo?**

La guerre ouverte à l'Est de la République Démocratique du Congo, un Etat souverain, membre de l'Union Africaine et de l'Organisation des Nations-Unies, depuis l'agression dite de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du CONGO, en sigle AFDL, en 1997 persiste.

Les troupes régulières des armées du Rwanda, de l'Ouganda et de Burundi avec l'appui d'autres armées des Etats de la Sous-Région, tels l'Angola et la Tanzanie avaient alors envahi la République Démocratique du Congo, sous la couverture d'une insurrection dont Laurent Désiré Kabila fut désigné Porte-parole.

L'Alliance rompue entre les anciens partenaires après l'accession de Laurent Désiré Kabila à la Présidence en RDC, accusé par Paul Kagame d'avoir usurpé le pouvoir de l'AFDL du fait de la volonté politique de ce dernier de s'affranchir des dicta de ses maîtres le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, ces derniers ouvrent un nouveau front militaire en aout 2008 avec notamment l'opération aéroportée de Kitona, en vue de chasser Laurent Désiré Kabila du pouvoir.

Confronté à la résistance des alliances du régime de Laurent Désiré Kabila et le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie principalement et au regain du patriotisme des Congolais, ce coup de force organisé par le Rwanda connut un échec.

Depuis, le Rwanda et l'Ouganda mènent sur le territoire de la RD CONGO une guerre d'usure aux conséquences dramatiques à tous égards : plus de six millions de morts, plusieurs centaines des milliards des dollars américains pillés, viols méthodiques et systématiques, déplacements des populations, insécurité endémique, enrôlement forcé des enfants dans les armées...

Le premier mécanisme utilisé après l'échec de la prise de Kinshasa en septembre 1998 fut d'abord la création d'un mouvement rebelle dénommé Rassemblement Congolais pour la Démocratie, en sigle RCD. Sa politique et sa stratégie sont dictées par l'Ouganda et le Rwanda qui lui fournissent toute la logistique nécessaire et des troupes combattantes.

Les chefs d'Etat de ces deux pays fournissent en effet au RCD, troupes, armes et munitions, logistiques, commandement militaire et soutien diplomatique.

Au grand jour, des officiers rwandais et ougandais, des hommes des troupes et des unités entières des armées régulières de ces deux Etats opèrent sur le territoire de la République Démocratique du Congo qu'ils occupent et colonisent.

Puis, des disputes de leadership naissent entre les deux puissances d'occupation pourtant alliées. La ville de KISANGANI sera le théâtre d'affrontements entre les troupes armées du Rwanda soutenant une branche de la rébellion dite du RCD, l'Ouganda appuyant une autre aile du même monstre désormais à plusieurs têtes.

En effet, ce mouvement armé avait fini par connaître en même temps que les querelles de ses parrains des divisions profondes en son sein et l'éclatement en plusieurs groupes plus ou moins antagonistes.

Toutes les règles du Droit International Humanitaire furent violées : attaques délibérées contre les civils, bombardements des édifices protégés et usage d'armement interdit en agglomération habitée.

Le bilan de ces crimes de guerre est de plus de 2.000 civils tués en 5 jours des combats sauvages, plus de 5.000 ménages sans logis, plus de 10.000 blessés avec des séquelles des personnes vivant désormais avec handicap, plus d'une dizaine de bâtiments spécialement protégés par les Conventions de Genève, c'est-à-dire, écoles, lieux de culte et hôpitaux détruits, plus de 30.000 personnes déplacées ...

Ces crimes de guerre sont demeurés 12 ans après leur commission impunis.

L'application partielle de l'Accord dit de Lusaka et la tenue du Dialogue Inter congolais permirent de restaurer l'unité physique du pays et de recréer un climat superficiel de cessation des hostilités.

Les poulains rwandais du Rassemblement Congolais pour la Démocratie n'eurent pas les ressources idéologiques et sociologiques suffisantes pour réussir la lutte de conquête et de conservation du pouvoir par des moyens démocratiques. Les élections organisées en 2006 qui sanctionnent la fin de la transition politique qui connut la formule dite de 1+4, à savoir 1 Président et 4 Vice-Présidents signent la disparition politique de ce bras armé du Rwanda.

Or, les véritables raisons de la guerre menée par les puissances d'agression en RDC demeurent sinon s'accroissent : les appétits des opérateurs de la mort à l'Est du Congo en ressources naturelles se font de plus en plus gloutons ; les affaires sont de plus en plus juteuses avec la découverte d'innombrables nouvelles ressources notamment le gaz méthane, d'importants gisements d'or et de pétrole et surtout de niobium ; le Rwanda et l'Ouganda, fiers des rapports de forces en leur faveur dans la Sous-Région face à un Etat Congolais faible, renforcent leurs visées hégémoniques.

Il fallait inventer un nouvel outil au service des intérêts des puissances d'occupation. Le Congrès National pour la Défense du Peuple, CNDP en sigle, vit le jour. La mission de ce mouvement militaire se confond quasiment à celle de la première guerre d'agression, à savoir la protection des droits de la "minorité tutsi" pour le CNDP de l'aveu même de ses leaders et la

réclamation de la nationalité congolaise collective des "banyamulenge" pour les débuts de l'AFDL.

Aujourd'hui, après l'adhésion du CNDP à la Majorité Présidentielle, il est devenu inconfortable que les mêmes acteurs politiquement blanchis par une amnistie taillée à leur mesure continuent les hostilités et les tueries. Il faut un autre bras armé dans l'héritage et la succession directs de l'AFDL, du RCD et du CNDP. Il s'agit du M23!

La conquête des terres à l'intérieur de la RD Congo, le dépeuplement par les massacres des populations autochtones et leurs déplacements forcés constituent la tactique retenue pour s'ouvrir la voie au pillage des ressources. Le prétexte sécuritaire de Paul Kagame et dans une certaine mesure de l'Ouganda est un chantage plutôt subtil : le droit de poursuite des présumés génocidaires de 1994 au Rwanda.

Pourtant, l'accès aux ressources naturelles de la RD Congo est sans nul doute la cause principale de la guerre permanente dans l'Est du pays.

Aujourd'hui, cette guerre ne pose plus simplement pour le peuple Congolais un problème de protection des droits humains. Il s'agit désormais de la sauvegarde des droits de tout un peuple menacé. Le peuple Congolais est en péril.

Le véritable dessous des cartes de la guerre à l'Est du Congo ainsi que ses différents agenda cachés et les principaux responsables demeurent les mêmes depuis 1996.

Cette guerre est délibérément entretenue:

1. Les Etats de la Sous-Région

Des nombreux rapports fiables établis à la suite d'enquêtes minutieuses sur terrain et alimentés par des informations vérifiables et vérifiées obtenues des sources dignes de foi, confirment la participation criminelle des Présidents Paul Kagamé du Rwanda et Yoweri Museveni de l'Ouganda dans les conflits armés à l'Est du Congo.

Il est irréfutable que ces Chefs d'Etat arment les mouvements armés. Ils forment les combattants de ces mouvements et leur donnent en soutien des unités, hommes des troupes et officiers de leurs propres armées régulières.

En effet, il se compte encore aujourd'hui dans les rangs du M23, des militaires rwandais. Il a été compté en 1997 des régiments entiers des armées rwandaises, ougandaises, angolaises et burundaises dans les rangs de l'AFDL.

La topologie de l'armée du RCD et de celle du MLC n'a pas échappé à leur époque à cette même constante. Des militaires étrangers rwandais pour le premier et ougandais pour le second y ont joué le rôle de tout premier plan. Et l'Armée Congolaise de nos jours compte encore en son sein des nombreux éléments de ce type.

Dans ce même registre, les milices qui ont commis des nombreux crimes de guerre en Ituri dans la Province Orientale ont toutes été armées et entretenues par l'Ouganda et le Rwanda.

Ainsi, quelque soit le scénario sous lequel se déroule un épisode du phénomène de la guerre à l'Est de la RDC, le Rwanda et l'Ouganda sont les Etats les plus actifs dans l'entretien de l'insécurité en RDC.

2. Les groupes armés étrangers et les milices nationales

Le territoire de la RDC sert du théâtre des opérations militaires à plusieurs groupes armés. A l'Ouest, la guérilla du Flec active contre l'Angola est présente dans la Province du Bas-Congo. Au Nord, la rébellion de l'Armée de Résistance du Seigneur qui combat le régime de Kampala est active dans la Province Orientale. Les Mbororo constituent mutatis mutandis une menace à la paix des populations dans cette même Province. Aux Nord et au Sud Kivu, les Mai-Mai déjà présents dans la Province Orientale, figurent parmi les milices les plus opérationnelles.

Au nombre des groupes armés étrangers, les activités belliqueuses des troupes du Front Démocratique de Libération du Rwanda sont à mentionner comme un des facteurs prépondérants de la menace à la paix et à la sécurité durables dans la région.

Il existe des alliances de toute nature aussi bien des différentes milices et des divers groupes armés entre eux ou entre ces derniers et les gouvernements de la Sous-Région. Ces derniers favorisent directement ou indirectement, à travers leur soutien sous diverses formes, la continuation de l'état de guerre et la pérennisation de l'insécurité.

Il ne serait pas faux d'affirmer que ces Gouvernements jouent en faveur des groupes armés opérant en RDC depuis 1998 le même rôle que le motif de la condamnation de l'ancien président libérien Charles Taylor à 50 ans d'emprisonnement pour crime de guerre du fait de son soutien à la rébellion du RUF en Sierra Léone.

3. Les réseaux financiers multinationaux

Les ressources naturelles du Congo aiguissent tous les appétits des milieux financiers internationaux. L'impact du coltan, du diamant et de l'or congolais dans l'approvisionnement du marché mondial est trop important pour laisser les opérateurs véreux du secteur indifférents.

Ces réseaux ont préféré, eu égard à l'état de non Etat qui prévaut au Congo/Kinshasa qu'ils ont évidemment contribué à créer, l'exploitation illicite des ressources et leur commerce de guerre.

Ce procédé leur permet de transgresser toute la réglementation et de gagner le plus de bénéfice possible, sans avoir à rendre compte ni sur le plan fiscal, ni sur le plan environnemental, ni sur tous autres plans.

Des listes des multinationales qui exploitent les ressources naturelles en RDC sont disponibles. Ces firmes et leurs activités illicites sont connues. Elles oeuvrent en dehors de toute transparence. Elles sont soutenues dans la plupart par les Gouvernements de Kinshasa, de Kigali et de Kampala dans leur entreprise.

Certaines firmes bénéficient, elles-aussi, de la protection des groupes armés.

Les firmes internationales réduisent les populations congolaises en état d'esclavage par le travail forcé des enfants et des adultes aux conditions déplorables. Elles agissent en connaissance de cause, car leurs profits s'appuient sur des minerais de sang.

4. Le Gouvernement Congolais

Le Gouvernement Congolais avait certes pris une décision judicieuse, en signant l'Accord de Lusaka puis en exécutant les résolutions du Dialogue Intercongolais. Seulement, le Gouvernement Congolais avait mal négocié la question de la défense et de la sécurité nationales.

En effet, le scénario de la formation de la nouvelle Armée auquel avait adhéré le Gouvernement Congolais comportait en lui-même les prémises visibles d'une insécurité chronique et des guerres persistantes prévisibles.

La guerre à l'Est du Congo est favorisée par l'absence d'une Armée républicaine et citoyenne. La formule de la simple juxtaposition des combattants des différentes composantes belligérantes ayant participé aux négociations politiques a privé l'Etat du pouvoir d'un recrutement utile des militaires et de l'opportunité d'un processus de démobilisation ordonnée et encadrée, permettant le ramassage des armes et l'accompagnement civique des ex-combattants ainsi démobilisés.

Les Forces Armées de la RDC souffrent en plus d'un manque de formation et d'une déficience de logistique.

Par ailleurs, la densité des troupes armées régulières au kilomètre carré est trop faible, faisant de la RDC un des Etats les moins capables d'assurer la défense militaire de son territoire de manière sérieuse et efficace.

En sus de ces facteurs, il se remarque aisément que la politique étrangère du Gouvernement Congolais vis-à-vis du Rwanda, principal Etat soutenant des groupes armés qui ont choisi la guerre comme principal moyen d'expression, n'est ni ferme ni responsable.

Aussi, la corruption, la luxure et le déficit de civisme des nombreux officiers des FARDC qui sont partie prenante du commerce de guerre et de l'exploitation illicite des ressources naturelles est un sérieux handicap pour la RD CONGO.

Le Gouvernement Congolais ne montre pas des signes clairs d'une réelle volonté politique de former une armée épublicaine capable d'assurer la paix et la sécurité durables des personnes, des biens et des investissements à l'intérieur des frontières nationales et de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans la Sous-Région.

Le régime de l'AFDL au pouvoir à Kinshasa est la création du Rwanda et de l'Ouganda, principaux acteurs entretenant la guerre à l'Est depuis 1996. Cette réalité place le Peuple Congolais dans une position inconfortable.

5. La Communauté Internationale

Le mandat de la Mission des Nations-Unies en RDC permet aux casques bleus de protéger la population civile et partant de contribuer efficacement à la restauration d'une paix juste et durable. Sous les termes de ce mandat, les Nations-Unies peuvent, si elles le veulent sérieusement, mettre hors d'état de nuire tous les acteurs qui entretiennent la guerre à l'Est de la RDC.

Au cas où le présent mandat de la Mission des Nations-Unies était trop étroit, la décision d'un mandat aux pouvoirs plus élargis aux fins de rétablir la paix durable en République Démocratique du Congo n'est pas compliquée.

Dans sa pratique de l'année dernière, la communauté internationale a démontré que même avec un mandat limité de l'ONU ou même sans mandat précis, elle pouvait obtenir une transformation de situation lorsqu'elle est effectivement déterminée.

Les cas de la Libye avec Kadhafi et de la Côte-d'Ivoire avec Laurent Gbagbo en sont l'illustration.

De plus, une panoplie des mesures juridiques, politiques, judiciaires et diplomatiques sont largement à la disposition de la communauté internationale pour rétablir la paix durable à l'Est du Congo.

A titre indicatif, le Droit d'ingérence humanitaire seul suffirait à la communauté internationale pour mettre fin au théâtre dramatique à l'Est qui perdure depuis 15 ans.

Puisqu'elle peut mais elle n'empêche, la Communauté Internationale n'entreprendrait-elle pas, elle-aussi, le calvaire du Peuple Congolais et l'exploitation à outrance de ses ressources naturelles ?

Car en fait qui peut et n'empêche, pêche !

Avec notre devoir de mémoire pour toutes les victimes de guerre en RDC et notre intention particulière pour Floribert CHEBEYA.

Fait à Kisangani, le 1^{er} juin 2012.

Gilbert YANGAMBI
Administrateur

Tous dons peuvent être versés au compte :

Banque Internationale de Crédit / BIC-RD CONGO
Fondation Paix Sur Terre
Compte: 2421 4275 001
Kisangani